

Fort de la puissante manifestation parisienne du dimanche 5 mai 2013 «Contre l'austérité et la finance, marche citoyenne pour la VI ème république», le Front de gauche entend poursuivre la mobilisation de toutes celles et ceux qui exigent la mise en oeuvre d'une politique de changement.

Les rendez-vous d'ores et déjà fixés pour le mois de mai participent de cette ambition offensive. Il en est ainsi de la journée du 16 mai 2013, où, à l'initiative des élu-e-s du Front de gauche, l'Assemblée nationale débattrà de deux de leurs propositions de loi portant sur l'amnistie sociale et sur l'interdiction des licenciements boursiers.

Deux jours avant, le 14 mai, le Sénat débattrà à nouveau du projet de loi transposant l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2013 portant sur la «sécurisation de l'emploi.».

Redisons qu'avec cet accord transposé dans la loi, comme l'a titré la presse anglo-saxonne, le MEDEF a beaucoup gagné. Par contre les salariés vont voir leurs conditions de vie et de travail se dégrader encore plus avec une flexibilité accrue, une accélération des licenciements et une réduction des possibilités d'agir en justice pour faie réparer les préjudices commis. Les exigences du MEDEF ne doivent pas faire la loi!

Le 16 mai 2013, ces propositions de loi en débat à l'Assemblée nationale vont sonner à nouveau comme l'heure de vérité pour celles et ceux qui se réclament de la gauche!

Tout d'abord, en adoptant comme l'a fait la majorité sénatoriale le 27 février dernier, la loi d'amnistie sociale visant à ce que des militants syndicaux, des salariés injustement condamnés dans le cadre de conflits du travail puissent être réhabilités dans leurs droits et retrouver ainsi leur dignité.

Malheureusement, le gouvernement préférant répondre aux injonctions de la finance et du grand patronat, vient de refuser cette loi d'amnistie sociale. Volte face scandaleuse aussi condamnable que le vote bloqué sur l'ANI au Sénat!

Derrière cette loi d'amnistie se joue aussi la condamnation de la politique sarkosyste dont la brutalité contraint nombre de salariés, de militants syndicats et associatifs à se mobiliser et à agir.

Quand on se dit de gauche, on se doit de voter cette loi!

Englué dans ses engagements européens liés à son acceptation du traité budgétaire Merkosy, le gouvernement continue de pousser les feux d'une politique économique d'austérité. Il annonce maintenant qu'il va brader les actifs détenus par l'Etat dans l'économie nationale, réenclenchant ainsi un processus de privatisation des entreprises publiques. C'est un nouveau mauvais signal envoyé par le gouvernement au moment où le chômage

14 et 16 Mai 2013: Choix de sociétés et votes de classe !

Écrit par Front des Lutttes du Front de Gauche
Mardi, 14 Mai 2013 13:30

augmente, la précarité s'amplifie, les destructions d'emploi et les licenciements s'accélèrent, le pouvoir d'achat baisse.

Dans ce contexte précaire où l'avenir est de plus en plus incertain, les salariés ont besoin de plus de protection donc de plus de moyens pour se défendre et faire prévaloir leurs droits face à la dictature de la finance.

C'est ce que propose le Front de gauche en mettant en débat dès le 16 mai à l'Assemblée nationale une proposition de loi, préparée collectivement visant à interdire les licenciements boursiers, notamment aux entreprises qui font des bénéfices, versent des dividendes à leurs actionnaires...

□ En votant cette loi les élus de gauche s'honoreront, en permettant aux salariés et à leurs représentants de peser plus efficacement sur les stratégies patronales. L'adoption de cette loi préparera l'élaboration d'une autre proposition de loi portant sur l'obtention de nouveaux droits et pouvoirs.

POUR LE PROGRES SOCIAL
CONTRE L'AUSTERITE
POUR L'AMNISTIE SOCIALE

Le FRONT DES LUTTES et le FRONT DE GAUCHE appellent les salariés à venir manifester

LE JEUDI 16 MAI 2013, à 12h00 devant l'Assemblée nationale, place Edouard Herriot, Paris.